



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 3 – 20 janvier 2023

## Sommaire

### Fait marquant

- Le député conservateur et ancien secrétaire d'Etat à l'énergie, Chris Skidmore, a remis au gouvernement son rapport sur la stratégie *Net Zero*

### Climat & Energie

- La baisse des prix de l'énergie devrait permettre au gouvernement de dépenser 10 Md£ de moins que prévu au titre des aides aux ménages
- Le projet de mine de charbon de Whitehaven continue de nourrir les critiques
- Des associations caritatives plaident pour la création d'un tarif social de l'énergie

### Environnement

- Le gouvernement n'en fait pas assez pour la protection de l'environnement selon l'*Office for Environmental Protection*
- La Chambre des Communes adopte le projet de loi sur l'abrogation du droit hérité de l'Union européenne en troisième lecture
- La controverse sur l'origine de la mort de milliers de crustacés à Teeside refait surface

### Industrie

- Un rapport du *think tank Centre for Social Justice (CSJ)* appelle à relancer une stratégie industrielle au R-U
- BritishVolt* est placée en liquidation judiciaire
- La demande pour les mini-maisons (*tiny homes*) augmente en Angleterre et au Pays de Galles

### Transports

- Le gouvernement et l'*Ofgem* publient une stratégie visant à développer la recharge intelligente (*smart charging*) pour les véhicules électriques
- Les gouvernements britannique et écossais sélectionnent deux ports francs en Ecosse
- L'*Aslef* prévoit deux jours de grèves en février

## Fait marquant

### Le député conservateur et ancien secrétaire d'Etat à l'énergie, Chris Skidmore, a remis au gouvernement son rapport sur la stratégie Net Zero

Le député conservateur et ancien secrétaire d'Etat à l'énergie, Chris Skidmore, a remis son [rapport](#) commandé par la Première Ministre Liz Truss sur la révision de la stratégie Net Zero du Royaume-Uni afin de la rendre « *plus efficace économiquement* ». S'il réaffirme la pertinence de l'objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 ainsi que de la trajectoire décrite par la stratégie Net Zero, le rapport invite le gouvernement à accélérer ses efforts afin de maximiser les bénéfices économiques à long terme et minimiser les pertes d'opportunités. Chris Skidmore présente notamment 25 actions « *sans regret* » sur le plan climatique et « *sans excuse* » sur le plan politique à mettre en œuvre d'ici 2025, dont la majorité vise à donner une plus grande visibilité aux investisseurs et une plus grande continuité à l'action du gouvernement. Le rapport recommande également un changement de méthode pour mener à bien la transition, avec la création de 10 « missions prioritaires », autonomes administrativement et coordonnées par un *Office for Net Zero Delivery* rattaché au *Cabinet Office*. Au-delà de ce changement de gouvernance, le rapport formule 129 recommandations, concernant aussi bien les politiques sectorielles que les relations entre le gouvernement et les acteurs économiques, les collectivités territoriales et les individus, présentées comme un angle mort de la stratégie actuelle du gouvernement. Le gouvernement n'a pas encore précisé les suites qu'il entendait donner à ces recommandations.

## Le chiffre de la semaine

40 %

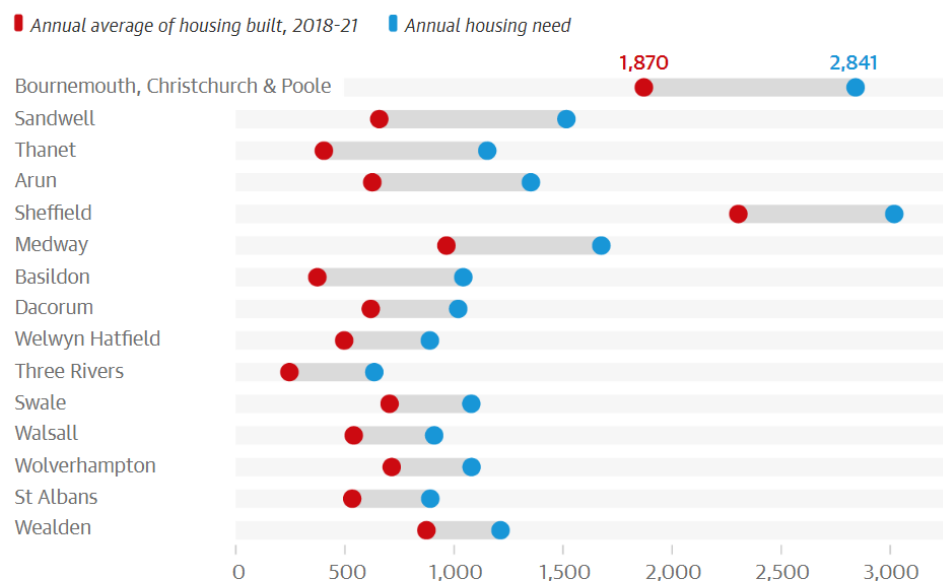
40 % des services de métro et de trains à [Londres](#) auraient été retardés ou annulés en 2022, selon une analyse des données de l'*Office of Rail and Road (ORR)*. Les gares dans le nord-ouest de la capitale sont celles qui ont enregistré le plus d'annulations. 75 des 100 gares les plus fréquentées et les plus performantes du R-U se situent toutefois à Londres ; dans les gares les plus fréquentées de la capitale (Waterloo, Liverpool Street, etc.), seul un tiers, en moyenne, des trains auraient été retardés ou annulés en 2022.

## Le graphique de la semaine



## Councils in England face housing shortfalls as the government reduces housing targets

Top shortfalls of councils who have rolled back their housing plans in the last two years



Guardian graphic. Source: Lichfields consultancy Note: Housing need based on the government's method of calculating estimates

Pour mémoire, le gouvernement avait renoncé à l'engagement de construire 300 000 [logements](#) neufs chaque année en Angleterre d'ici 2025, principalement en raison de l'opposition de plusieurs députés conservateurs. Depuis, selon une analyse du quotidien *The Guardian*, neuf autorités locales auraient suspendu ou réduit leurs projets de construction de logements neufs. D'après des données de *Lichfields*, cabinet de consultants spécialisé dans le logement, 33 autorités locales anglaises auraient réduit ou suspendu des projets depuis 2020, ce qui se traduirait par un déficit cumulé de logements neufs compris entre 50 000 et 100 000 sur les cinq prochaines années pour ces autorités.

## Climat & Energie

**Flash** – La *North Sea Transition Authority* a reçu plus de 115 demandes provenant de 76 entreprises pour l'attribution de 258 blocs lors de la campagne d'octroi de permis d'exploration et de production d'hydrocarbures lancée en octobre, à l'initiative du gouvernement de Liz Truss. Ces demandes doivent désormais être instruites. L'objectif du gouvernement est de pouvoir lancer la production au plus vite.

**Flash** – UK Space Agency a donné son accord pour financer, à hauteur de 500 000 £, un projet de production d'énergie solaire depuis l'espace mené par [Satellite Applications Catapult](#). Ce financement servira à étudier les conditions techniques de réalisation de ce projet.

**Flash** – Le Roi [Charles III](#) renonce, au profit du Trésor britannique, à 1 Md £ de revenus exceptionnels tirés de la mise en service de 6 nouveaux parcs éoliens en mer implantés sur le domaine royal. Le Roi souhaite que ces fonds soient consacrés au « *bien public* » dans le contexte actuel d'inflation et de baisse du pouvoir d'achat.

**Flash** – L'assureur britannique [Aviva](#), qui s'est engagé à atteindre la neutralité carbone en 2040, a annoncé son entrée sur le marché de l'assurance des projets d'éoliens en mer.

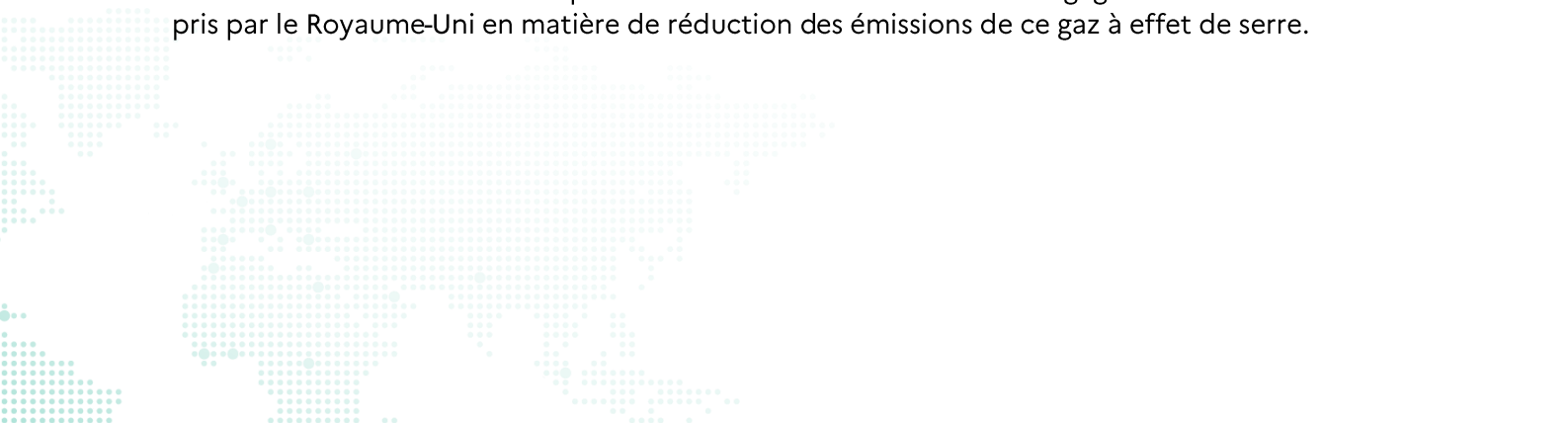
**Flash** – Après une première vague de financement de 6,7 M£ annoncée en mai 2022, le ministère en charge des entreprises, de l'énergie et de la stratégie industrielle annonce une nouvelle enveloppe de 32,5 M£ pour soutenir des projets innovants d'alternative à l'utilisation du gazole non routier dans l'industrie ([Red Diesel Replacement Competition](#)).

## La baisse des prix de l'énergie devrait permettre au gouvernement de dépenser 10 Md£ de moins que prévu au titre des aides aux ménages

La chute des prix du gaz observée récemment devrait permettre de faire baisser, à partir de juin 2023, le *price cap* sur la facture énergétique des ménages à un niveau inférieur au seuil à partir duquel le gouvernement applique l'*Energy Price Guarantee*, aujourd'hui fixé à 2 500 £ et qui sera porté à 3 000 £ en avril 2023. Selon les prévisions de *Deutsche Bank*, le gouvernement pourrait ainsi économiser plus de 10 Md£ de dépenses par rapport à son budget prévisionnel 2023/24. Le Chancelier de l'Echiquier, Jeremy Hunt, réfléchirait à utiliser une partie de ces économies pour prolonger d'un an la remise de 5 pences par litre d'essence actuellement en vigueur, ce qui coûterait 6 Md£ environ sur l'année. La baisse des prix de l'énergie contribuera également à réduire l'inflation.

## Le projet de mine de charbon de Whitehaven continue de nourrir les critiques

Le député conservateur et ancien secrétaire d'Etat à l'énergie, Chris Skidmore, chargé par le gouvernement de proposer une mise à jour de sa stratégie *Net Zero*, a émis des doutes sur la possibilité que ce projet de nouvelle mine de charbon, contesté devant la justice, aille à son terme comme prévu. En tout état de cause, il considère qu'il n'aurait été jamais été approuvé si les recommandations formulées dans son rapport avaient déjà été mises en oeuvre. Selon le think tank [Green Alliance](#), ce projet de mine de charbon en Cumbria devrait rejeter environ 17 500 tonnes de méthane chaque année et contreviendra ainsi aux engagements internationaux pris par le Royaume-Uni en matière de réduction des émissions de ce gaz à effet de serre.





## Des associations caritatives plaident pour la création d'un tarif social de l'énergie

Dans une [lettre](#) adressée au Chancelier de l'Echiquier, une [centaine d'organisations caritatives](#) appellent à la création d'un tarif social de l'énergie pour aider les ménages modestes et les personnes vulnérables, âgées ou en situation de handicap. Elles soulignent le risque encouru par ces ménages, alors que le gouvernement s'apprête à relever de 2 500 £ à 3 000 £ le seuil de l'*Energy Price Guarantee*. Selon *Age UK*, 24 % des personnes de plus de 60 ans ne parviennent pas à se chauffer autant qu'ils aimeraient, tandis que *National Energy Action* estime que la hausse des prix de l'énergie a augmenté le nombre de personnes en situation de précarité énergétique de 4,5 à 6,7 millions de personnes entre octobre 2021 et octobre 2022 et qu'il pourrait atteindre 8,4 millions en avril 2023.

## Environnement


**Flash** – Conçu sur le modèle de l'*Eden Project* en Cornouailles, le projet d'éco-parc *Eden Project North*, développé à Morecambe (Lancashire) sur le thème de l'environnement marin, a reçu un financement de 50 M£ du fonds pour le *Levelling Up*.

## Le gouvernement n'en fait pas assez pour la protection de l'environnement selon l'*Office for Environmental Protection*

Selon un [rapport de l'Office for Environmental Protection](#) (OEP), l'autorité indépendante chargée de veiller à la bonne application du droit de l'environnement par le gouvernement après le Brexit, les efforts du gouvernement sont encore loin d'être à la hauteur des objectifs fixés dans son plan à 25 ans pour améliorer l'environnement (*25 year Environment Plan*). Sur les 23 objectifs fixés pour l'Angleterre, aucun ne serait en bonne voie d'être atteint et parmi les 32 indicateurs suivis, allant de l'introduction d'espèces exotiques invasives aux épisodes graves de pollution des eaux, seuls 9 seraient en amélioration pour 11 en stagnation et 8 en détérioration. L'OEP appelle le gouvernement à publier ses directives politiques en matière de protection de l'environnement, qui devront s'imposer à tous les ministères dans la mise en œuvre de leurs politiques publiques. De son côté, le ministère de l'environnement doit publier d'ici le 31 janvier une nouvelle version de son plan d'action pour la nature.

## La Chambre des Communes adopte la loi sur l'abrogation du droit hérité de l'Union européenne en troisième lecture

Malgré les efforts de l'opposition travailliste et d'une poignée de parlementaires conservateurs pour amender le texte, la Chambre des Communes a adopté en troisième lecture le projet de *Retained EU Law Bill*. Pour mémoire, ce projet de loi prévoit d'abroger au 31 décembre 2023 l'ensemble des dispositions héritées du droit de l'Union européenne et donne pouvoir aux ministres d'édicter de nouvelles règles s'y substituant sans nouveau vote du Parlement. Le texte doit être maintenant examiné par la Chambre des Lords. Ce projet de loi inquiète notamment les ONG environnementales, qui craignent une régression de la protection de l'environnement, malgré les engagements du Premier Ministre à ne pas dégrader le droit de l'environnement. Un



[rapport](#) préparé par plusieurs ONG estime ainsi que l'abrogation ou l'affaiblissement de l'acquis européen en matière de droit de l'environnement, qui entraînerait une dégradation de la qualité de l'eau ou de l'air par exemple, pourrait coûter jusqu'à 83 Md£ aux contribuables britanniques sur les 30 prochaines années.

## La controverse sur l'origine de la mort de milliers de crustacés à Teeside refait surface

La controverse sur l'origine de la mort de milliers de crustacés, échoués sur les plages de Teeside en octobre 2021, a refait surface à l'occasion des questions au gouvernement sur fond de tension autour de la création du port franc de Teeside. Selon un rapport du ministère de l'environnement de février 2022, la mort de ces crustacés s'expliquerait par une efflorescence algale, naturelle et inévitable, tandis que les pêcheurs, durement touchés par la baisse de la ressource, et les ONG environnementales, se rangent derrière les conclusions d'un rapport scientifique de septembre 2022 incriminant la présence d'une substance chimique, la pyridine, dans les eaux de la baie. Les pêcheurs, soutenus par les élus travaillistes de la région, demandent l'arrêt des opérations de dragage liées à la construction du port et responsables, selon eux, de la pollution chimique à l'origine de la mort de ces crustacés, sans toutefois qu'un lien de cause à effet n'ait pu être démontré jusqu'à présent. A la demande de la Chambre des Communes, le ministère de l'environnement a demandé un rapport d'experts indépendants qui devrait être remis la semaine prochaine.

## Industrie

**Flash** – Andrew Forrest, milliardaire australien propriétaire de WAE (*Williams Advanced Engineering Technologies*), prévoit d'ouvrir une usine de batteries dans l'[Oxfordshire](#). D'une capacité de 400 MWh/an, elle produirait des batteries et piles à combustible pouvant être utilisées dans des véhicules lourds. 300 emplois seraient créés.

## Un rapport du *think tank* Centre for Social Justice (CSJ) appelle à relancer une stratégie industrielle au R-U

Le [CSJ](#) a notamment recueilli les contributions de Greg Clark, ancien ministre des entreprises sous le gouvernement de Theresa May, gouvernement qui avait publié en 2017 une Stratégie industrielle. Celle-ci a été abandonnée en 2021 au profit de stratégies sectorielles et d'autres politiques comme le *levelling up*. L'industrie manufacturière ne représente plus que 9 % du PIB britannique contre 25 % dans les années 1970, un déclin plus marqué que dans d'autres économies industrialisées en Europe, d'après le CSJ. Selon le *think tank*, la « renaissance » du secteur manufacturier doit être un élément clé des politiques publiques visant à augmenter la productivité et la croissance britanniques. Le CSJ invite donc à relancer une stratégie industrielle et fait plusieurs recommandations, notamment :

- La création d'*Industrial Strategic councils* régionaux afin de favoriser la collaboration entre entreprises, collectivités locales et établissements d'enseignement technique ;

- Une réforme du système de taxation des entreprises afin d'encourager l'investissement et les exportations (ex : introduction d'un *Export Tax Credit*) ;
- Une réforme du financement de l'apprentissage et le lancement de consultations publiques pour déterminer les nouvelles compétences et formations nécessaires à la transition de l'industrie manufacturière.

## BritishVolt est placée en liquidation judiciaire

La start-up, qui prévoyait d'implanter une [gigafactory](#) près de Blythe dans le Northumberland d'ici 2025, connaissait depuis plusieurs mois d'importantes difficultés financières qui l'avaient obligée à suspendre le chantier sur le site. Deux offres concurrentes de rachat des parts, l'une par les principaux actionnaires de l'entreprise et l'autre, par une société d'investissement basée à Londres, ont échoué vendredi dernier. Le cabinet de conseil EY a pris en charge la liquidation ce mardi et la majorité des 300 employés devraient être licenciés. Le gouvernement estimait que le projet de BritishVolt était stratégique pour l'implantation d'une filière nationale d'approvisionnement en batteries. Le site pourrait intéresser d'autres entreprises en raison de ses caractéristiques, qui en feraient un endroit idéal pour y ouvrir une *gigafactory* : taille, accès aux réseaux de transports et à une énergie décarbonée. Selon le [FT](#), plusieurs d'entreprises, dont *Tata Motors* et *Glencore* (principal investisseur dans BritishVolt) auraient déjà exprimé leur intérêt pour le site.

## La demande pour les mini-maisons (*tiny homes*) augmente en Angleterre et au Pays de Galles

Selon des données de l'[ONS](#), en 2021 0,4 % des ménages anglais et gallois vivaient dans une caravane « *ou toute autre structure mobile ou temporaire* ». Le nombre de foyers ayant recours à ce type de logement a augmenté de 19 000 entre 2011 et 2021. Dans ce contexte, les [mini-maisons](#) rencontrent un succès grandissant, notamment dans les zones qui manquent le plus de logements et/ou de logements abordables. Moins chères à produire (elles sont assemblées en usine), elles sont conçues pour être transportables par route, ce qui peut permettre aux propriétaires de bénéficier des avantages liés aux habitations mobiles (impositions, absence d'obligation de permis de construire dans de nombreuses communes). Elles intéressent notamment les jeunes ménages ne pouvant pas accéder à la propriété du fait de prix d'achat et de coûts d'emprunt élevés. Plusieurs autorités locales anglaises commencent d'ailleurs à mettre en œuvre des projets de mini-maisons. Bristol prévoit ainsi l'installation de 15 logements de ce type sur un ancien *council estate*, à des prix compris entre 30 000 et 100 000 £.

## Transports

**Flash** – Le ministère des Transports (*DfT*) lance une consultation publique sur une possible réforme du [contrôle technique des véhicules à moteur](#). Le gouvernement envisagerait notamment de repousser d'un an la date du premier contrôle pour les voitures, motos et véhicules utilitaires neufs.



**Flash** – Dans le cadre d'un nouveau partenariat, [Hertz](#) va fournir 10 000 véhicules électriques supplémentaires à *Uber* pour sa flotte londonienne d'ici 2025 (25 000 pour l'ensemble de l'Europe). Ces véhicules seront ensuite déployés dans d'autres capitales européennes.

**Flash** – Les services de [ferry](#) entre Douvres et Calais ont été suspendus jeudi 19 janvier en raison des mouvements de grève en France. Ces grèves ont également contraint *Eurostar* à supprimer certains de ses trains jeudi et vendredi.

## Le gouvernement et l'Ofgem publient une stratégie visant à développer la recharge intelligente (*smart charging*) pour les véhicules électriques

La [recharge intelligente](#) inclut des solutions comme des systèmes de recharge automatique, la possibilité d'utiliser des données pour recharger son véhicule aux heures creuses ou encore le recours à l'électricité stockée dans la batterie d'un véhicule pour un usage domestique. L'[Electric vehicle smart charging action plan](#) définit trois priorités : faire de la recharge intelligente un choix abordable et pratique pour les consommateurs d'ici 2025, fournir un environnement commercial adapté aux solutions de recharge intelligente destinées aux véhicules électriques et développer un système d'énergie prêt pour la mise en œuvre de la recharge intelligente. Selon le gouvernement, les automobilistes ayant un kilométrage élevé pourraient économiser jusqu'à 1 000 £ par an grâce à ce type de recharge. Le gouvernement a également annoncé que les projets permettant de déployer la recharge intelligente pourront bénéficier de 16 M£ issus du *Net Zero Innovation Portfolio*.

## Les gouvernement britannique et écossais sélectionnent deux ports francs en Ecosse

Les ports d'Inverness & Cromarty Firth et de Forth ont obtenu le statut de « [green freeports](#) ». Ils bénéficieront de financements du gouvernement britannique pour un total de 52 M£. Issus de négociations entre les gouvernements écossais et britannique, ces ports francs doivent garantir le respect de normes sociales et environnementales plus strictes que dans les ports francs établis en Angleterre. Les *green ports* s'engagent à atteindre la neutralité carbone d'ici 2045, à mettre en œuvre des « *pratiques de travail équitables* », dont une rémunération des employés au salaire de subsistance (*Real Living Wage*), et à participer à la régénération des zones portuaires. Malgré ces garanties, le parti des Verts, membre de la coalition gouvernementale écossaise, a réaffirmé son opposition aux ports francs, estimant notamment qu'ils favorisaient les pratiques criminelles (fraude, blanchiment). Les ports de la côte ouest de l'Ecosse ont regretté qu'aucun de leurs projets n'ait été sélectionné, soulignant que cela risquait de compromettre les projets de rééquilibrage régional promus par les gouvernements britannique et écossais.

## L'Aslef prévoit deux jours de grèves en février

Les membres du syndicat [Aslef](#), qui représente les conducteurs de train, feront grève les 1<sup>er</sup> et 3 février. Quelques centaines de conducteurs membres du syndicat *RMT* feront grève aux mêmes dates. 14 compagnies ferroviaires seraient concernées. La première journée de grève coïncidera avec celle d'environ 100 000 fonctionnaires, issus de plus d'une centaine de ministères et agences



publiques, et des enseignants. L'Aslef a rejeté l'offre du *Rail Delivery Group* (RDG) d'une hausse des salaires de 8 % sur deux ans, considérant que « *trop de conditions* » y étaient attachées. Parallèlement, la RMT, le RDG et *Network Rail* poursuivent leurs négociations autour d'une « *offre améliorée* ». Témoignant devant la commission parlementaire des transports, le secrétaire d'Etat en charge du ferroviaire, [Huw Merriman](#), a reconnu que l'ensemble des grèves dans le secteur depuis juin aurait déjà coûté 1 Md£ à l'économie britannique. Interrogé à ce sujet, il a confirmé qu'une hausse des salaires telle que demandée par les syndicats aurait permis d'économiser une partie de cette somme. Mais selon lui, cette solution n'est pas acceptable au vu de son impact sur les finances publiques. Le secrétaire d'Etat estime en outre qu'une hausse salariale sans conditions n'incitera pas le secteur à développer des manières de travailler moins coûteuses.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)